

<http://www.universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article716>



Violences et divisions : le duo gagnant du couple Gouvernement/Medef

- Fondation Copernic 31 -



Date de mise en ligne : dimanche 22 mai 2016

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

La semaine qui vient de s'écouler, riche en mobilisation, particulièrement le 19 mai avec blocages et manifestation de même ampleur que le 9 avril n'a pas, pour autant, réussi à enclencher la reconduction de la grève dans des secteurs décisifs. En revanche, elle indique une direction pour le mouvement social opposé à la loi travail ; c'est-à-dire la possible paralysie de l'économie à travers des blocages de raffinerie et dépôts de carburants. Cependant, la grève n'a pas été reconduite à la SNCF (sauf à Tours, Paris Saint Lazare, Paris Nord, Paris Est et Paris Austerlitz), les blocages routiers sont restés limités à quelques régions nord et nord ouest, mais cela a suffi pour faire reculer le gouvernement sur le paiement des heures supplémentaires. La CGT et FO appellent cependant les routiers à continuer et amplifier les blocages. Les barrages devant les dépôts de carburant sont « repris aux grévistes », comme le précise les médias quatre raffineries sont totalement à l'arrêt

La mobilisation du 24

[voir ici](#)

[voir ici](#)

[voir ici](#)

http://www.universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH225/20160519_153316-2-c5c34.jpg

Le Premier Ministre ne laisse aucun doute quant à ses intentions d'agir vite afin d'empêcher que la grève ne s'installe et provoque la pénurie de carburant dans le pays. C'est un remake de 2010 qui se joue autour des raffineries. Déjà, après 2010, un débat de stratégie syndicale avait eu lieu : fallait-il construire une mobilisation autour du blocage des raffineries avec des formes de mobilisation à imaginer en amont, telles que le blocage des routes, des raffineries ou des sociétés de transport de carburant ?... La décision de la CGT et de FO des raffineries de bloquer et de cesser toute production mais aussi de mettre en garde le gouvernement contre la tentation policière est probablement le moyen, l'outil le plus efficace à cette étape de la mobilisation.

La grève générale (les usines, les lieux de travail s'arrêtant les uns après les autres) n'aura pas lieu ; et cela nous le savons depuis 2010. La grève générale n'est pas seulement la généralisation de la grève mais la contestation politique du pouvoir en place. Le gouvernement est contesté de toute part et particulièrement sur la loi travail (voir sondage en bas de l'article)

Mais cette opposition ne se traduit pas dans la rue par des grèves et des manifestations de plus grande ampleur. Elle se traduit par l'accumulation d'une hostilité à l'encontre du gouvernement dont l'inévitable conséquence pourrait être une Bérézina sur le terrain électoral en 2017 pour le PS. Nous avons noté tôt durant le mandat de F. Hollande la désaffection populaire lors des consultations électorales (municipales, départementales, régionales) corroborée par un fort taux d'abstention, une poussée du Front National ; mais pas de combativité dans la rue.

L'expérience que nous tirons de nos activités, dès 2010, au sein de l'Université Populaire Toulouse nous montre qu'après le conflit perdu sur les retraites, une désillusion, une amertume se sont emparées du monde syndical ; phénomène qui s'est accentué avec les déconvenues produites par les choix du gouvernement autour de la sidérurgie ou bien encore de Sanofi. Lors de nos conférences, qui sont restées bien fréquentées, nous avons constaté que, pour l'essentiel les personnes, venaient écouter, apprendre, approfondir le sujet au détour d'une question ; mais venaient rarement affirmer un point de vue ou, à l'inverse, en contester un autre. Nous étions alors, au tout début de ces années 2010, dans une phase de reflux, de repli et non face à une parole confisquée qui n'aurait demandé qu'à s'exprimer. Cette idée de parole confisquée a été particulièrement cultivée par des militant-e-s politiques dans le cadre de la préparation d'élections avec l'illusion qu'il suffisait de parler de citoyen-ne-s pour que ceux et celles-ci s'emparent des affaires de la cité.. Et l'exemple le plus frappant en est le décalage immense entre la mobilisation proprement dite autour de la COP21 et le mouvement Alternatiba, grande foire de la

consommation écologiste.

Depuis fort longtemps, nous portons l'idée que seule la question de l'alternative politique conditionne l'ampleur des mobilisations. Croire qu'il y a une séparation formelle entre l'activité gréviste et le débouché politique est pour nous une erreur. Si la séparation, qui est légitime par ailleurs, existe sur le rôle des uns et des autres (partis et syndicats), les deux fonctions, grèves interprofessionnelles et débouché politique, se rejoignent quand l'affrontement devient central avec le pouvoir. Dans l'imaginaire des salarié-e-s battu-e-s sur le terrain des luttes, la revanche se situait sur le terrain électoral : après le mouvement social de 1995, la gauche gagne les élections de 1997 mais pour les perdre en 2002 ; en 2010, défaite de la lutte sur les retraites, la gauche revient aux affaires en 2012.

Il est important de remarquer, durant cette longue période qui nous amène aux portes de 2017, l'atonie de la gauche radicale qui n'a pas su construire une alternative politique au social libéralisme et a, de fait, laissé libre cours au jeu de l'alternance. Nous arrivons maintenant au bout du jeu, le FN s'est hissé au plus haut et menace de remporter la mise en 2017.

http://www.universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH225/20160519_150824-2-b8c75.jpg

Fin de règne lit-on ici et là ; sans aucun doute. Et Valls veut faire de la loi El Khomri un affrontement central avec les salarié-e-s et les syndicats opposés à ce projet. Le gouvernement est faible, minoritaire et il en devient même dangereux. Car en agissant ainsi, il fait le lit du front national, non seulement en peuplant les rues de bleu marine mais, surtout, en souhaitant mettre à genoux les forces qui résistent au libéralisme.

Ainsi, pour comprendre la situation, il est, à notre sens, essentiel de définir le mieux possible la nature des actes que pose ce gouvernement que plus personne ne qualifie d'ailleurs de « gauche ». D'abord, il a en son sein des ministres de droite (le plus emblématique étant Macron) qui préparent une recomposition politique avec une partie de la droite en pensant ainsi échapper, au FN. [lire ici](#)

L'autoritarisme que montre le gouvernement, couplé à la mise en œuvre d'une politique généralisée d'austérité (ce qui permet de qualifier les mesures antisociales du gouvernement Valls d'austéritaires) est l'expression d'une épreuve de force, voulue, avec le mouvement social ; ce qui a à voir avec une forme de coup d'état [lire ici](#)

Le recours au 49-3 (qui consiste à « contourner » la démocratie) et l'utilisation de l'état d'urgence pour mater le mouvement social sont deux faits qui en légitiment un troisième : celui du recours à une forme violente du maintien de l'ordre. Dans ce cadre, l'affrontement actuel avec le mouvement social est tout à fait comparable à ce que Reagan a mis en œuvre contre les aiguilleurs du ciel ou encore Thatcher contre les mineurs. En essayant de mettre à genoux les syndicats opposés à sa politique, le gouvernement veut promouvoir un autre syndicalisme, celui de la CFDT, qui est, toute ironie mise à part, en tout point comparable à ce qui se faisait dans l'URSS d'hier... C'est-à-dire un syndicalisme vertical, peu démocratique et qui défend dans l'entreprise ce que le gouvernement décide. La CFDT a été l'expression de ce fonctionnement dès 1990, avec Rocard comme premier ministre, sur l'organisation de la privatisation des PTT : la séparation de la poste et des télécoms ; puis lors de la privatisation des télécommunications mise en œuvre par Jospin en 1997 et celle de La Poste en 2009 par Fillon. Une belle complémentarité !

Cependant rien n'est encore joué. L'entêtement du gouvernement à faire adopter la loi, quel qu'en soit le prix, interdit aux syndicats et à Nuits Debout de jeter l'éponge. Dans une situation compliquée, les forces opposées à la loi doivent à la fois définir des moyens et objectifs de mobilisation (grèves, manifestations, occupations, blocages) et, dans le même temps, montrer une convergence des activités entre les syndicats et Nuits Debout.

http://www.universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH225/20160519_151203-2-fcd0e.jpg

En outre, ce que suggère ce mouvement est que le monde syndical est à la croisée des chemins. Tout le monde a bien compris qu'il y a deux conceptions du syndicalisme : celui, incarné par la CFDT, qui accompagne le capitalisme en tentant de gommer les aspérités les plus blessantes et celui qui veut rester un syndicalisme de transformation sociale qui regroupe CGT-Solidaires-FSU et, de temps en temps, FO. Un découpage qui renvoie à ce que l'on observe sur le plan politique. Les actions communes depuis le 9 mars valident l'idée qu'il faut aller plus loin dans la

démarche unitaire. L'heure n'est pas à la fusion syndicale mais à l'envoi de signaux forts pour aller vers un syndicalisme qui sera en mesure d'affronter les secousses, celles qui viendront après le mouvement social en cours. L'unité indispensable pour convaincre les salarié-e-s d'entrer dans la lutte n'est pas suffisante pour gagner les derniers combats engagés ; on l'a vu sur les retraites en particulier. Le moment est venu d'aller plus loin.

Les actions menées à un rythme soutenu sur l'agglomération toulousaine, comme l'occupation de la FNAC, le blocage du carrefour Saint Cyprien, l'irruption de militant-e-s dans une salle destinée à une réunion PRG avec l'ex ministre Martinel sont autant d'actions qui ont contribué à maintenir la mobilisation et à parfaire le lien avec les syndicats. Il est à noter, et ce n'est pas rien dans le contexte actuel, que ces actions ont été pacifiques et non violentes ; et les organisateurs ont toujours pris soin de le rappeler. Il était donc essentiel dans un contexte marqué par des violences et des affrontements que le regroupement « Y a pas d'arrangements » affirme son opposition au recours à une forme de violence caractérisée par la systématisation des affrontements avec la police et la destruction de « symboles » du capitalisme (banques). [voir ici](#)

La violence, dont nous avons déjà signalé dans nos précédentes analyses qu'elle était un danger pour le mouvement, s'est réinvitée de façon spectaculaire dans le débat. La voiture incendiée et le face à face avec le policier, contrairement à ce que doivent penser quelques courants radicaux, ne sont pas perçus par la majorité des opposants à la loi comme une forme supérieure de radicalité, un renforcement de la lutte mais comme un cadeau fait au gouvernement et surtout au FN ; celui-ci ne s'y est pas trompé en s'empressant de rejoindre les policiers lors du rassemblement du 18 mai. On sait depuis un moment maintenant que l'on vote massivement FN dans les casernes de CRS et des gardes mobiles. [lire ici](#) L'idée que la violence pourrait compenser la faiblesse de la mobilisation, que l'on pourrait dépasser l'absence de la grève générale par la multiplication des affrontements avec la police est une vue de l'esprit. C'est, de plus, une conception de la démocratie très étrange avec des petits groupes qui décident à la place de la majorité de la nécessité de la violence voire de l'heure et du lieu des affrontements avec la police . A notre sens la réussite du mouvement se trouve, dans l'immédiat, dans le nombre de grévistes et de manifestant-e-s. Puis dans la capacité qu'émerge de ce mouvement social une alternative politique capable de fédérer la galaxie des mouvements et forces qui résistent, au quotidien, sur le terrain. [lire ici](#)

La stratégie de la tension mise en œuvre par le gouvernement (qui peut évoquer, sous d'autres aspects et toutes proportions gardées bien sûr, l'Italie des années 60/70) a donc pour but de casser toute forme de résistance collective au capitalisme et d'empêcher l'émergence de toute alternative politique.

«